

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0118

NOTE

16,50/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

1

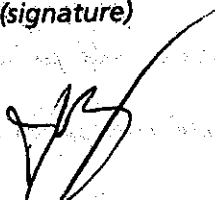
COMPOSITION DE Note de synthèse

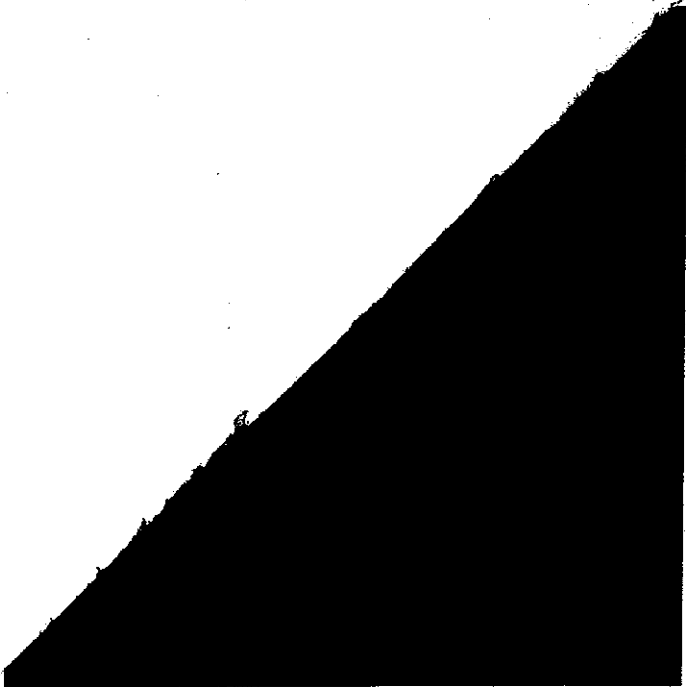
de Justice militaire

(en temps de paix)

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)





la Justice militaire est initialement distincte de la Justice de droit commun, eût égard à la spécificité du contentieux qu'elle traite. Cependant, l'on assiste depuis quelques années à une atténuation de cette spécificité initiale (I), ainsi qu'à une intégration modulée de la Justice militaire à la Justice de droit commun (II,

(I) d'atténuation de la spécificité de la Justice militaire par rapport au droit commun

(A) Une spécificité contestée de la Justice militaire

(1) des arguments favorables à une Justice spécialisée

la Justice militaire, parce qu'elle vise les infractions commises par les militaires français lors de leur service, explique la nécessité d'un droit et d'une juridiction spécialisée. En effet, le contentieux militaire tire sa spécificité des activités qu'il recouvre, telles que la guerre, les opérations extérieures, ou encore la détention d'arme et de munitions par les militaires. L'existence d'une juridiction spécialisée permet d'éviter la confusion historique entre commandement et Justice, et également d'assurer un statut juridique spécifique aux militaires français, ainsi qu'à leur famille et aux fonctionnaires civils. La nécessité d'un système répressif spécifique s'est donc historiquement imposée.

(2) des arguments défavorables à une Justice spécialisée

la critique d'une juridiction spécialisée s'explique tout d'abord par son caractère désuet et la faiblesse du contentieux depuis la fin de la conscription et la professionnalisation de l'armée. La question de la nécessité d'une justice militaire spécialisée en temps de paix a également été soulevée. De plus, la spécificité de la Justice militaire est contestée au nom de l'égalité des justiciables. En effet, ce souci d'une plus grande égalité entre les justiciables tend à ce que tous

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

les justiciables, civils ou militaires, bénéficient du même traitement juridique. Ces différentes considérations ont conduit le législateur à atténuer la spécificité initiale de la Justice militaire au fil des réformes.

(B) Une spécificité atténuée de la Justice militaire

(1) La loi du 21 juillet 1982 et la suppression du TPEA

La loi du 21 juillet 1982 a estompé la distinction entre Justice militaire et Justice ordinaire : en effet, elle supprime le Tribunal permanent des forces armées (art 2) et donne compétence aux juridictions de droit commun statuant au sein de chaque TGI, en chambres spécialisées, pour juger les infractions militaires et les infractions de droit commun commises par les militaires dans l'exécution du service et sur le territoire de la République. Pour les infractions commises à l'étranger, c'est la réforme du 10 novembre 1999 qui va instituer une juridiction unique, le Tribunal aux armées de Paris (TA). De plus, la loi de 1982 vient ôter à l'autorité militaire son pouvoir judiciaire en matière d'engagement des poursuites : en effet, ce n'est plus le ministre de la Défense qui peut déclencher l'action publique, mais désormais le Procureur de la République près le TGI spécialisé en matière militaire (art 698-1). Ce pouvoir a été remplacé par une demande d'avis du Procureur au ministre de la Défense avant l'engagement des poursuites.

(2) La loi du 10 novembre 1999 et la création du TAAP

La loi du 10 novembre 1999 crée le TAAP pour connaître de l'ensemble des infractions commises par des militaires hors du territoire de la République, sous réserve des engagements internationaux. Le TAAP est composé de deux chambres, et est organisé autour d'un parquet dirigé par le Procureur de la République, d'un service de l'instruction dirigé par un juge d'instruction et d'un greffe (greffes militaires et fonctions civiles). Si cette loi crée une juridiction spécialisée dans un souci de cohérence,

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

à l'alignement
elle procède de la procédure sur la procédure pénale de droit commun. Le militaire dispose des mêmes droits que le justiciable civil, et notamment concernant le régime de la garde à vue, de la détention provisoire et de l'assistance d'un avocat. Cette réforme confirme l'atténuation de la spécificité de la Justice militaire par rapport à celle de droit commun, tout en conservant certaines particularités : le Ministre de la Défense donne toujours son avis (sauf s'agissant de crimes et délits flagrants), et les victimes ne peuvent citer directement l'auteur des faits devant le tribunal (seulement par Constitution de partie civile).

Si cette atténuation de la spécificité de la Justice militaire est notable tant d'un point de vue pratique que juridique, l'on assiste aujourd'hui à une volonté d'intégration de la Justice militaire à la Justice de droit commun, sans toutefois nier certaines de ses particularités.

II) d'intégration modulée de la Justice militaire au droit commun

(A) la volonté de supprimer une juridiction spécifique à la Justice militaire

① la suppression du TAAP

Depuis l'avant-projet de loi de 2009 et l'étude d'impact réalisée par le Ministère de la Justice en mars 2010, il existe une volonté politique de transférer la compétence du TAAP à une chambre spécialisée du TGI de Paris, sur le même modèle que la réforme de 1982. Cette volonté d'intégrer la Justice militaire au sein des juridictions ordinaires se fait dans un souci d'unicité et de cohérence. Toutefois, la spécificité des opérations extérieures préconise la compétence d'un seul TGI, le TGI de Paris. Cette chambre spécialisée au sein du TGI de Paris serait du même type que celles spécialisées dans le terrorisme, la criminalité organisée ou encore la délinquance financière. De plus, cette intégration au sein de la justice

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N°

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

de droit commun permettrait de mettre un terme aux suspicions de partialité des magistrats du TAAP. En effet, le TAAP est rattaché à la direction des affaires juridiques du Ministère de la Défense, et le Ministre de la Défense nomme le procureur de la République et le substitut, sans que le Conseil supérieur de la Magistrature ne rende un avis. L'intégration de la Justice militaire au sein de la justice ordinaire permettrait donc une plus grande cohérence de la Justice française.

② des modernisations du Code de Justice militaire (CJM)

Cette volonté d'intégration s'accompagne d'un souci de modernisation du CJM, afin^{de} s'aligner sur des principes et exigences du droit commun. En effet, l'étude d'impact de mars 2010 préconise trois mesures, afin d'aligner la justice militaire sur le droit commun : prévoir la possibilité de placer le militaire sous contrôle judiciaire, supprimer le caractère automatique de la perte de grade en cas de condamnation pénale, et enfin supprimer la possibilité de substitution de la peine d'amende à une peine d'emprisonnement.

③ la volonté de maintenir certaines particularités à la Justice militaire

① Une procédure spécifique

Tout d'abord, il convient de noter que les dispositions énoncées ne concernent pas la Justice militaire en temps de guerre. Ensuite, l'intégration de la Justice militaire au sein des juridictions de droit commun ne supprimera pas certaines spécificités de ce contentieux. Notamment, l'avis du Ministre de la Défense au procureur de la République avant l'engage-

ment des poursuites est maintenu (sauf crimes et délits flagrants). Cet avis, qui ne lie pas le procureur, permet de donner un éclairage technique complet sur les circonstances et le contexte de commission de l'infraction. De plus, la victime ne pourra toujours pas citer directement l'auteur des faits devant le TGI. Ainsi, la spécificité de la Justice militaire tend à vouloir être maintenue.

② Une formation spécifique

L'intégration de la Justice militaire à la justice de droit commun et le maintien d'une certaine spécificité à ce contentieux suppose, si cette réforme voit le jour, une formation adaptée des magistrats qui seront amenés à juger ces affaires. La direction des affaires judiciaires a, à cet égard, mis en place un module de formation continue à des magistrats, pour leur faire découvrir l'environnement militaire, et la spécificité de ce contentieux.